



Distr. générale
9 mars 2012
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2012

21-30 mai et 8 juin 2012

Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010 présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Conseil international du sport militaire	2
2. Fraternité internationale des prisons	4
3. Public International Law and Policy Group	5
4. Réseaux IP européens Network Coordination Centre	7
5. Resources for the Future	8
6. Samuhik Abhiyan	10
7. Society for the Protection of Unborn Children	11
8. Society for Upliftment of Masses	11
9. SOS Villages d'enfants	13
10. UDISHA	14
11. Congrès mondial ukrainien	16
12. Fédération mondiale des femmes méthodistes et unies	18
13. Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies	19
14. World Organization of Building Officials	21
15. Yayasan Cinta Anak Bangsa	23



1. Conseil international du sport militaire

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

Fondé en 1948, le Conseil international du sport militaire est une des plus larges organisations pluridisciplinaires du monde. Il organise diverses manifestations sportives pour les forces armées de ses 133 pays membres. Conformément à la philosophie et aux idéaux de l'énoncé de sa mission de 1998 signé par tous les pays membres, les soldats qui s'étaient peut-être rencontrés sur le champ de bataille se rencontrent maintenant dans un climat d'amitié sur les terrains de sport. Son objectif ultime est de contribuer à la paix mondiale en unissant les forces armées grâce aux sports. Son slogan est l'« Amitié par les sports ».

Changements à signaler

Entre 2007 et 2010, l'Assemblée générale de l'organisation a accepté six nations membres de plus et a adopté de nouveaux statuts qui ont été approuvés par le Gouvernement belge. En 2010, son Assemblée générale a créé une fondation internationale (Fondation internationale du CISM; voir <http://www.cismfoundation.org>), qui a pour but a) de permettre à l'organisation d'avoir les fonds nécessaires pour réaliser des programmes visant à promouvoir l'amitié et la solidarité, qui sont des éléments indispensables à la paix; et b) d'établir des relations mutuellement avantageuses avec des partenaires et des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui sont reconnus par les Nations Unies et qui poursuivent des objectifs similaires pour contribuer aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités de l'ONU en :

a) Organisant 72 championnats du monde pour les militaires dans 21 disciplines sportives, qui sont ouverts aux hommes comme aux femmes et auxquels ont participé environ 12 000 athlètes militaires de 100 nations;

b) Organisant deux importantes manifestations sportives : les quatrièmes Jeux mondiaux militaires de l'organisation, tenus à Hyderabad (Inde) en 2007, auxquels ont participé environ 6 000 militaires de 101 nations; et les premiers Jeux mondiaux militaires d'hiver, tenus à Aoste (Italie), auxquels ont participé 700 militaires de 40 nations;

c) Organisant, à Ankara en 2010, les premiers Jeux mondiaux des élèves officiers, compétition internationale omnisports ouverte aux étudiants/élèves officiers des écoles militaires. Les Jeux avaient un volet éducatif. Environ 500 élèves officiers de 22 pays ont participé à des ateliers et séminaires éducatifs. Ils ont échangé des concepts concernant la formation aux sports militaires et ont été sensibilisés au rôle que jouent les sports dans la santé et le processus de maintien de la paix;

d) Allant de l'avant dans sa Course annuelle de la Journée du CISM, manifestation mondiale visant à promouvoir la pratique des sports au sein des communautés militaires et civiles en tant qu'élément de la santé et du mode de vie

sociale. Un nombre total de 75 nations ont organisé la Course au moins une fois, avec environ 1,5 million de participants dans le monde entier;

e) Organisant 12 cours et cliniques, au Brésil, au Kenya et en Ouganda, dont ont bénéficié 431 participants d'Afrique, d'Asie et des Amériques. Après chaque cours, les participants étaient capables de développer les disciplines pertinentes dans leurs nations respectives.

Participation aux réunions des Nations Unies

Le Président de l'organisation a pris part au Forum du Comité international olympique, tenu à Lausanne (Suisse), en 2010.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation est entrée en contact avec le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix afin d'élaborer des projets communs dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectifs 1, 2, 3, 4 et 6. En 2007, l'organisation a lancé un projet intitulé « Open the gates and let's get the children to play in the military barracks sports facilities » (Ouvrez les portes et encouragez les enfants à jouer dans les installations sportives des baraques militaires), qui s'adressait aux enfants de communautés civiles et a eu le plus grand impact. Entre 2007 et 2010, le projet a bénéficié à un nombre total de 5 450 enfants de six pays en Afrique et dans les Amériques. Outre qu'ils ont participé à des activités sportives, ils ont reçu des soins dentaires et médicaux et de la nourriture, ont assisté à des cours sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles et ont été encouragé à développer la tolérance et l'estime de soi, contribuant ainsi à améliorer leur qualité de vie et statut d'intégration sociale.

Objectif 3. En 2007, le Canada a organisé la première réunion visant à ouvrir les compétitions de l'organisation aux femmes et, en 2008, il a organisé une semaine de réunion à Ottawa consacrées à la question. En 2010, la délégation sud-africaine a organisé la deuxième conférence internationale sur la participation des femmes aux compétitions. À la suite de ces initiatives et de la décision de l'organisation d'ouvrir toutes ses compétitions aux hommes comme aux femmes, la participation des femmes s'est accrue. En 2010, elle a atteint une moyenne de 28 % du nombre total de concurrents.

Objectif 8. En 2007 et 2008, l'organisation, appuyée par des partenaires, a élaboré deux plans visant à offrir aux athlètes et entraîneurs des pays moins privilégiés la possibilité de prendre part aux manifestations tenues à Hyderabad et Aoste. Au total, 145 participants de 46 nations en ont bénéficié. De plus, elle a organisé deux forums sur le sport pour la paix : un à Hyderabad en 2007 sur le thème « Sport: a concrete fundamental tool to promote peace » (Le sport : un outil concret essentiel à la promotion de la paix); et un autre à Aoste en 2010 sur le thème « From positive initiatives to systematically integrated programmes » (D'initiatives positives à des programmes systématiquement intégrés). Des représentants de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, du Comité international olympique, du Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la

paix, du Vatican et les délégations de l'organisation ont participé au forum « Le sport pour la paix » et ont approuvé « L'appel à l'action de 2010 sur le sport pour la paix » d'Aoste.

2. Fraternité internationale des prisons

Statut consultatif spécial accordé en 1983

Introduction

La Fraternité internationale des prisons est une association bénévole d'organisations nationales de fraternité des prisons, présentes dans 124 pays. Elle s'occupe de nombreuses affaires de justice pénale et agit par l'intermédiaire de ses filiales en vue de promouvoir l'action en matière de justice pénale. Elle représente une tribune mondiale où se tiennent des débats sur la criminalité et le traitement des délinquants et s'efforce de sensibiliser le public à ces questions.

Changements à signaler

Le nombre de membres de l'association est passé de 109 pays en 2007 à 124 en 2011.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fraternité internationale des prisons a été très active en tant que membre de l'Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale (New York), notamment en envoyant ses représentants participer aux réunions ordinaires de l'Alliance. Au cours de la période 2008-2010, le représentant de l'organisation a occupé les fonctions de vice-président du Conseil des directeurs de l'Alliance.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2010, le représentant de l'organisation a assisté au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. L'organisation a dirigé des sessions auxiliaires sur la justice réparatrice et le rôle des organisations non gouvernementales dans le milieu carcéral. Elle a également participé à une manifestation concernant l'impact de la criminalité sur les enfants et les jeunes gens.

En 2007, le représentant de l'organisation a assisté à la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Vienne.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En 2010, la Fraternité des prisons en République centrafricaine a formé un partenariat avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour réaliser une analyse de la situation dans sept prisons et élaborer une stratégie pour répondre à leurs besoins. Elle a régulièrement informé ses dirigeants et ses membres des activités de l'ONU, les encourageant à les appuyer. Elle a deux représentants permanents au Siège de l'ONU à New York, à Genève et à Vienne. Elle envoie régulièrement à ses filiales nationales des informations sur les activités de l'ONU et les diffuse également dans ses diverses publications ainsi que sur ses sites Internet.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les exemples de la manière dont les filiales nationales de l'organisation contribuent aux objectifs du Millénaire pour le développement comprennent :

Objectif 1 : élimination de l'extrême pauvreté et de la faim. La filiale au Zimbabwe a aidé les anciens prisonniers et leur famille à créer des entreprises grâce à des microcrédits et à une formation professionnelle.

Objectif 2 : parvenir à l'éducation primaire universelle. La filiale au Nicaragua a fourni des services d'éducation à 750 enfants vivant dans la décharge d'ordure de La Chureca. En 2010, Fraternité des prisons au Cambodge a dispensé 75 cours d'alphabétisation à 1 721 étudiants dans les prisons du pays.

Objectif 3 : promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Fraternité des prisons au Rwanda a dispensé une formation professionnelle aux femmes vivant avec le VIH/sida.

Objectif 5 : amélioration de la santé maternelle. En 2010, Fraternité des prisons au Sénégal a fourni des médicaments essentiels aux prisons pour femmes.

Objectif 6 : la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies. Fraternité des prisons en Côte d'Ivoire a partagé des pratiques optimales avec d'autres organisations non gouvernementales afin de renforcer les soins dispensés aux prisonniers vivant avec le VIH/sida. Fraternité des prisons au Bénin a offert une formation à la sensibilisation au VIH/sida et un dépistage volontaire aux prisonniers.

3. Public International Law and Policy Group

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

Le Public International Law and Policy Group est un cabinet mondial d'avocats *pro bono* qui fournit une assistance juridique aux États et aux gouvernements pour négocier et appliquer des accords de paix, rédiger et mettre en œuvre des constitutions postconflituelles, et créer des tribunaux des crimes de guerre en Afrique, en Asie, en Europe et en Eurasie et au Moyen-Orient.

Objectifs de l'organisation et principal mode d'action

Les trois domaines d'activité de l'organisation sont les négociations de paix; les constitutions postconflituelles; et la poursuite des crimes de guerre. L'organisation fournit des conseils en matière de formulation des politiques et une formation en ce qui concerne le règlement des conflits afin de faciliter l'utilisation de l'assistance juridique par les États. Elle tire parti des services bénévoles de plus de 60 anciens conseils juridiques, fonctionnaires du service diplomatique du Département d'État des États-Unis et autres ministères étrangers et d'une assistance *pro bono* fournie par d'importants cabinets internationaux d'avocats.

Changements à signaler

Le 20 mars 2007, l'organisation a révisé ses statuts, sans apporter de changements significatifs dans ses activités opérationnelles et programmatiques.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a fourni une assistance juridique au Conseil national de l'Union de la Birmanie pour lui permettre d'utiliser des mécanismes juridiques internationaux afin de promouvoir des changements démocratiques pacifiques au Myanmar. Elle a conseillé le Conseil national sur l'application de divers mécanismes juridiques pour récuser les actions et la légitimité de l'actuel régime militaire. Dans le cadre de cette stratégie, elle a collaboré avec le Conseil national de l'Union de la Birmanie pour former un recours contre les pouvoirs de représentation d'un prétendant rival, contestant la légitimité de la junte militaire afin de pouvoir représenter le pays de manière appropriée aux Nations Unies. Avec l'appui de l'organisation, le Conseil national cherche à obtenir un avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les violations par le Myanmar de la Convention concernant le travail forcé ou obligatoire de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

De plus, l'organisation coopère avec le Conseil national pour rédiger une nouvelle constitution pour le gouvernement en exil qui permettrait aux minorités ethniques d'être représentées. L'inclusion de telles populations minoritaires dans le processus politique est une étape essentielle à une transition pacifique vers la démocratie.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2011, le Conseiller principal de l'organisation a assisté à un débat du Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés. Des membres du bureau de l'organisation à New York ont assisté au débat afin de faire rapport à leurs clients libyens sur les commentaires concernant la Libye. L'organisation n'a pas fait circuler ou présenté de document. L'organisation a l'intention de participer à plus de réunions et manifestations des Nations Unies.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Pendant les pourparlers de Doha concernant le Soudan, l'organisation a entretenu des contacts avec les Nations Unies pour fournir des conseils sur les politiques publiques et pour avancer des stratégies sur la manière d'offrir des incitations pour une participation réelle au processus de paix. Elle a également conseillé activement le Gouvernement du Soudan du Sud sur des questions relatives à la situation du pays après 2011 et a partagé les conclusions sur de telles questions avec des organes internationaux, notamment les Nations Unies.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation travaille avec des clients pour rédiger des accords de paix et des constitutions postconflituelles afin de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs internationaux. Elle a travaillé avec l'Afghanistan, l'Arménie, l'Iraq et Sri Lanka en vue d'incorporer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les accords de paix et les constitutions postconflituelles; elle a préparé des amendements constitutionnels afin de restaurer et réhabiliter des institutions politiques et économiques en Bosnie-Herzégovine; elle s'est efforcé de promouvoir les objectifs du désarmement grâce à des accords de cessez-le-feu en Somalie et des négociations de paix relatives au désarmement à Sri Lanka; et elle a continué à promouvoir les droits des populations autochtones et

leurs droits de propriété, en particulier au Botswana et en Éthiopie où l'organisation a fourni des conseils juridiques clefs et a présenté des pétitions à la Cour internationale de Justice.

De plus, au nom du Canada, des États-Unis et des Pays-Bas, l'organisation a répondu aux besoins particuliers des pays les moins développés, en particulier dans les régions d'Afrique suivantes : Kenya, Ouganda, Somaliland, Soudan et Zimbabwe.

4. Réseaux IP européens Network Coordination Centre

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

Réseaux IP européens Network Coordination Centre est une organisation associative indépendante, à but non lucratif, qui appuie l'infrastructure de l'Internet par l'intermédiaire d'une coordination technique dans une région couvrant l'Europe, le Moyen-Orient et certaines parties de l'Asie centrale. De plus amples informations sont disponibles à www.ripe.net.

Buts et objectifs de l'organisation

La principale activité de l'organisation est d'agir en tant qu'organisme régional de gestion des adresses Internet, en fournissant à ses membres dans la région qu'il dessert des ressources Internet mondiales et des services connexes (versions 4 et 6 du Protocole Internet (IPv4 et IPv6) et un système autonome de ressources numériques). Il fournit également tout un éventail de services publics, notamment le fonctionnement du serveur racine (K-root), sa propre base de données et un registre d'acheminement.

L'organisation sert de forum de coopération pour les questions relatives à la gouvernance de l'Internet qui est ouvert à toutes les parties intéressées dans les larges réseaux IP.

Changements à signaler

En août 2011, l'organisation avait environ 7 600 membres dans 76 pays situés dans la région qu'elle dessert.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Travaillant en coopération avec les quatre autres organismes régionaux de gestion des adresses Internet en qualité de Number Resource Organization, elle a contribué aux travaux du Conseil économique et social, et des Nations Unies plus généralement, en traitant des questions concernant la gouvernance d'Internet. Elle a notamment participé activement et contribué aux discussions concernant le Forum sur la gouvernance d'Internet, particulièrement sa fondation, son amélioration et sa continuation. Des représentants de l'organisation et la Number Resource Organization ont régulièrement fait des contributions aux consultations ouvertes du Forum et, plus récemment, le Président et Administrateur de l'American Registry for Internet Numbers a fait une présentation au nom des cinq organismes régionaux de gestion des adresses Internet au cours des consultations ouvertes tenues en

décembre 2010 en ce qui concerne une coopération renforcée dans le domaine des politiques publiques internationales relatives à Internet.

L'organisation a également contribué aux travaux de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de son groupe IPv6, en apportant une contribution, des informations en retour et une analyse à chacune des réunions du groupe et aux groupes de travail par correspondance connexes.

Participation aux réunions des Nations Unies

Entre 2007 et 2010, l'organisation et ses représentants ont pris part aux quatre manifestations du Forum pour la gouvernance d'Internet. L'organisation est un membre fondateur du groupe IPv6 de l'UIT et a assisté à chaque réunion du groupe depuis 2010.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Outre qu'ils contribuent au Forum pour la gouvernance d'Internet en organisant des ateliers et en fournissant des orateurs spécialisés, les cinq organismes régionaux de gestion des adresses Internet fournissent également un appui financier important au Forum (environ 30 000 dollars par an).

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à l'objectif 8, particulièrement en ce qui concerne la nécessité d'élargir l'accès à Internet des régions en développement. Ses travaux dans ce domaine ont consisté à organiser et contribuer à des ateliers relatifs au développement au sein du Forum pour la gouvernance d'Internet et à contribuer aux discussions de l'UIT sur l'IPv6 (particulièrement au sein du groupe IPv6 de l'UIT), son rôle dans le développement et son impact sur l'industrie d'Internet dans le monde en développement.

L'organisation a également joué un rôle majeur en parrainant et en coordonnant la création de nouveaux groupes d'opérateurs de réseaux dans des régions en développement telles que le Moyen-Orient (MENOG) et la Fédération de Russie (ENOG), qui facilitent la coordination et le partage d'informations entre les communautés régionales techniques. L'organisation parraine également des écoles d'été européennes et internationales sur la gouvernance d'Internet.

Informations supplémentaires

Néant.

5. Resources for the Future

Statut consultatif spécial accordé en 1995

Introduction

Bien que Resources for the Future ait son siège à Washington, son champ de recherche comprend des programmes dans des nations du monde entier. Fondée en 1952, l'organisation a été créée sur la recommandation de William Paley, à l'époque chef du Columbia Broadcasting System, qui avait présidé une commission présidentielle chargée de déterminer si les États-Unis devenaient trop dépendants de

ressources naturelles et de produits de base essentiels de sources étrangères. Elle est devenue le premier groupe de réflexion consacré exclusivement aux ressources naturelles et aux questions environnementales.

Depuis plus de 50 ans, l'organisation fait œuvre de précurseur en s'appuyant sur l'économie pour mettre au point des politiques d'exploitation et de conservation des ressources naturelles plus efficaces. Ses chercheurs étudient des problèmes fondamentaux en rapport avec la lutte contre la pollution, les politiques énergétiques et les transports, l'utilisation des terres et des ressources en eau, les déchets dangereux, les changements climatiques, la biodiversité, ainsi que les problèmes environnementaux des pays en développement.

Aujourd'hui, son personnel comprend environ 40 chercheurs travaillant dans cinq domaines d'attention prioritaire : énergie et climat; réglementation des risques; transports et terrains urbains; monde naturel; et santé et environnement.

La plupart de ses chercheurs ont des doctorats en économie, mais d'autres sont diplômés de l'enseignement supérieur dans des domaines tels que l'ingénierie, le droit, l'écologie, la planification urbaine et régionale, les questions relatives au Gouvernement américain, et les politiques publiques et la gestion. Outre son personnel de recherche, elle a un bureau pour le développement, un bureau des communications et diverses fonctions d'appui à la recherche, notamment une bibliothèque spécialisée.

Buts et objectifs de l'organisation

Fonctionnant en tant qu'organisation 501 c) 3) exempte d'impôts, elle a acquis une bonne réputation pour ses recherches et analyses des politiques indépendantes, à but non lucratif et apolitiques de haute qualité. Elle partage les résultats de ses travaux avec les responsables des politiques à tous les niveaux du gouvernement, des entreprises et organisations environnementales, les universitaires, les médias et le public. Elle n'exerce pas de pression ni ne prend position sur des propositions de réglementation ou législatives spécifiques, bien que des chercheurs, en leur propre nom, et non au nom de l'organisation, formulent des recommandations spécifiques de politique générale fondées sur les résultats de leurs travaux.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à diverses manifestations des Nations Unies.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Des chercheurs de l'organisation ont participé à des manifestations parallèles et fait des exposés à la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Cancun (Mexique) en 2010. Des chercheurs ont également assisté et participé à des manifestations non officielles en marge de la quinzième session de la Conférence des Parties, tenue à Copenhague en 2009 et ont assisté à des réunions pour les projets de la Sloan Foundation, à Rome en 2009, 2010 et 2011.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En 2010, un des chercheurs de l'organisation a reçu un financement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour rédiger, pour le

Groupe consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial, un rapport sur l'impact au niveau des producteurs de la certification de durabilité. Le rapport est disponible à http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.39.Inf_.15%20STAP%20-20Environmental%20Certification.pdf.

6. Samuhik Abhiyan

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

Samuhik Abhiyan est l'un des initiateurs de l'Human Rights Magna Meet, tenu au Népal. L'organisation a également participé et contribué aux programmes des Volontaires des Nations Unies.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a réalisé une évaluation du projet de développement des moyens de subsistance en faveur de la paix lancé en 2009 au Népal par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). De même, depuis juin 2011, en coordination avec le Projet d'ensemble paysager du Terai occidental, financé par le bureau du PNUD au Népal, l'organisation a élaboré des directives pour un mécanisme financier fondé sur la performance. Le projet a pour objectif d'aider les groupes d'utilisateurs des forêts communautaires du Corridor de Mohana Kailali et du Projet d'ensemble paysager du Terai occidental à mettre en place des mécanismes financiers basés sur les performances dans la région du projet.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement, par exemple en aidant plus de 500 membres d'organisations de la société civile à planifier l'atténuation de la pauvreté. Elle participe à la campagne mondiale contre la pauvreté. Elle a soumis les résultats de sa recherche sur les politiques relatives à la maternité sans risque au Gouvernement népalais et ses recommandations ont été mises en œuvre par le Gouvernement. En ce qui concerne la gestion des forêts et de l'environnement, elle a aidé 250 organisations de la société civile par l'intermédiaire du Livelihoods and Forestry Programme (Programme sur les moyens de subsistance et l'exploitation forestière) financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni. Elle a appuyé des programmes microhydrauliques dans les régions rurales du Népal.

Afin d'œuvrer en faveur de l'éducation primaire universelle, l'organisation a réalisé ses propres programmes d'appui au développement de l'éducation.

En ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'organisation a réalisé des recherches sur la discrimination sociale et sexiste afin d'identifier et d'analyser les différentes pratiques sociales, culturelles, psychologiques, juridiques, politiques, économiques et spatiales liées à la discrimination sexiste et ethnique à laquelle font face des groupes des deux côtés du fossé du pouvoir/de la richesse. À cet égard, elle a rendu compte de manière exhaustive des valeurs et normes utilisées pour justifier/rationaliser l'application de privilèges et la tolérance d'une discrimination négative.

7. Society for the Protection of Unborn Children

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

La Society for the Protection of Unborn Children a pour but de promouvoir, dans les textes législatifs, la protection de la vie humaine innocente, depuis la fécondation jusqu'à la mort naturelle. Elle est affiliée à la Fédération internationale du droit à la vie.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont assisté à des réunions pour faire pression sur les délégués en faveur de la protection de la vie innocente à toutes les étapes de son développement.

Participation aux réunions des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, l'organisation a participé à des réunions du Comité des organisations non gouvernementales, de la Commission de la condition de la femme, de la Commission de la population et du développement, de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, de la Troisième Commission de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme. Elle a également participé aux réunions préparatoires de 2009 pour la Conférence d'examen de Durban.

8. Society for Upliftment of Masses

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

La Society for Upliftment of Masses a été créée en 1995. Elle est située à New Delhi (Inde) et ses activités couvrent le pays tout entier.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Dans le cadre de la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales, tenue à Melbourne (Australie) en 2010, l'organisation a aidé à assurer une large circulation d'un document intitulé « We can achieve Millennium Development Goals for health » (Nous pouvons réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement fixés dans le domaine de la santé). Elle a également aidé à distribuer à tous les principaux organes des Nations Unies en Inde et à leurs bureaux mondiaux, d'autres documents, notamment concernant l'accès à des médicaments abordables et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement fixés dans le domaine de l'éducation.

L'organisation a partagé avec les principaux organes des Nations Unies en Inde et à New York une publication intitulée « My Book of Human Rights » (Mon livre des droits de l'homme), des publications sur les droits de l'homme et les femmes qui travaillent et un certain nombre de documents préparés dans le cadre de « You as a Catalyst Series ». Pour ses activités, l'organisation tire son inspiration des Nations Unies. Les messages du Secrétaire général sont largement distribués et

des activités spécifiques sont également réalisées afin de promouvoir la vision des Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

Le Président de la Société a participé aux réunions du Comité des organisations non gouvernementales, tenues à New York en 2010. Il a également participé à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales, tenue à Bonn (Allemagne).

Coopération avec les organes des Nations Unies

En reconnaissance des diverses initiatives réalisées par la société dans le domaine de la gestion de l'eau, ONU-Eau a permis à l'organisation d'utiliser son logo pour la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie », 2005-2015.

Le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a offert à la société une trousse de tests de l'eau qui est utilisée en collaboration avec la Mount Carmel School à Delhi. Autre événement important, le Bureau régional de l'Asie du Sud-Est de l'OMS a accepté de publier un livre de peintures réalisé par des enfants de tout le pays qui avaient participé à un concours sur le thème « Access to safe drinking water is our human right » (L'accès à de l'eau salubre est notre droit de l'homme).

La Société a également coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à un programme de distribution des prix pour des peintures sur le thème « Water is life » (L'eau est la vie). De plus, le représentant du Fonds des Nations Unies pour la population en Inde a été le principal invité à un débat sur le thème « Do girls have a right to be born? » (Les filles ont-elles le droit de naître?), qui a été organisé au Collège pour filles Shyama Prasad Mukherjee, Université de Delhi.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Comme mentionné ci-dessus, des documents relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement concernant la santé, l'éducation et les médicaments abordables ont été préparés et largement distribués non seulement aux organes des Nations Unies mais également aux responsables des politiques en Inde.

Chaque année pendant la période à l'examen, des débats et des concours de peintures, d'envoi de lettres, de slogans ont été organisés sur des thèmes tels que : mettre fin à la pauvreté; sauver les fillettes; contributions pour faire du monde un monde meilleur pour les jeunes; heureux grands-parents et familles heureuses; soigner le cancer; éliminer les aliments antidiététiques pour une vie saine; et le pouvoir des jeunes de débarrasser le monde du tabac.

Elle a également fourni des conseils en ce qui concerne la collecte des eaux de pluie et le travail indépendant, ainsi qu'aux victimes de violations des droits de l'homme

Informations supplémentaires

Les efforts de plaidoyer de la société comprenaient :

- a) Créer un organisme indépendant de réglementation pour traiter de la menace de la publicité mensongère;
- b) Faciliter un accès à des médicaments abordables; par exemple, la Sharda Cancer Awareness Campaign a été lancée le jour de la commémoration de la Journée mondiale de la santé en 2007 à South Delhi, et a été suivie d'autres programmes dans différentes parties de Delhi;
- c) Gérer une unité pour les pauvres en collaboration avec une de ses organisations non gouvernementales sœurs. Organiser des séminaires, ateliers et discussions, notamment sur des questions telles que le rôle de la formation professionnelle dans le travail indépendant rural; le travail indépendant pour les personnes au chômage ou sous-employées éduquées; stratégies faciles à suivre pour recharger les nappes phréatiques; pratiques médicales non conformes à la déontologie; et la publicité mensongère.

9. SOS Villages d'enfants

Statut consultatif accordé en 1995

Introduction

SOS Villages d'enfants est une organisation qui coiffe plus de 130 associations nationales qui lui sont affiliées à l'échelle mondiale. Elle est une organisation non gouvernementale laïque axée sur les enfants qui fournit des services directs dans les domaines des soins, de l'éducation et de la santé aux enfants risquant d'être privés de soins parentaux et à ceux qui en sont privés.

Buts et objectifs de l'organisation

Pendant plus de 60 ans, la fédération de plus de 130 associations nationales, sous le chapeau de SOS Villages d'enfants, s'est attachée à encourager la fourniture de soins de qualité aux enfants privés ou risquant d'être privés de soins parentaux, dans toutes les régions du monde.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Actuellement, l'organisation fait partie de la direction du Groupe des organisations non gouvernementales pour la Convention relative aux droits de l'enfant, le Groupe d'organisations non gouvernementales pour les droits de l'homme et le Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF. Lorsque le Secrétaire général des Nations Unies a créé le bureau du Représentant spécial chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, l'organisation a coprésidé la réunion du Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF à l'appui de la création du poste. L'organisation continue de s'efforcer de travailler avec le bureau du Représentant spécial et de le promouvoir. Elle a été un des principaux défenseurs de l'élaboration, de l'adoption et maintenant de l'application des Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants (résolution 64/142 de l'Assemblée générale). Elle a été un partenaire actif dans les consultations et la rédaction des Lignes directrices.

Participation aux réunions des Nations Unies

SOS Villages d'enfants a participé à un des groupes de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à New York en 2010. En 2010 également, elle a participé à la dix-huitième Conférence internationale sur le sida, tenue à Vienne, et a présenté la déclaration du Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF à la réunion annuelle du Conseil exécutif de l'UNICEF et a été coauteur de la déclaration de son Groupe de travail sur les enfants privés de soins parentaux. En 2009, lors de la réunion annuelle du Conseil exécutif de l'UNICEF, l'organisation a fait un exposé sur le cadre stratégique de l'UNICEF relatif aux relations de partenariat et de collaboration.

Coopération avec les organes des Nations Unies

SOS Villages d'enfants contribue aux travaux des Nations Unies à de multiples niveaux, notamment au niveau du plaidoyer au Siège des Nations Unies et auprès des organes compétents créés en vertu de traités, de la participation avec les partenariats entre organismes des Nations Unies au niveau des pays et du travail avec les familles et les enfants. En qualité de prestataire de services, elle s'efforce de faire entendre aux Nations Unies la voix des enfants, des familles et des communautés avec lesquels elle travaille.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation prend fermement position contre la pauvreté en tant que facteur de la séparation des familles. Elle œuvre activement en faveur du renforcement des familles afin de prévenir la séparation, la maltraitance et la négligence, particulièrement pour les familles et les communautés vivant dans la pauvreté.

10. UDISHA

Statut spécial accordé en 2007

Introduction

UDISHA est un groupement de professionnels, fonctionnaires, pédopsychologues, conseillers, pédagogues, défenseurs des droits sociaux et écologistes. L'organisation a participé à des activités dans des domaines tels que le développement durable, l'environnement, l'alphabétisation des adultes, les droits de l'enfant, l'emploi, la formation et le développement des jeunes.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'organisation comprennent :

- a) Créer une organisation pour la revalorisation de la société, notamment pour promouvoir les arts et la culture et développer l'éducation et l'emploi;
- b) Promouvoir les soins de santé sur le terrain et organiser des camps de santé et d'hygiène;

- c) Promouvoir l'éducation environnementale dans les écoles grâce à des stratégies visant à promouvoir la conservation de l'énergie et prévenir la dégradation de l'environnement;
- d) Œuvrer en faveur du développement intégral des enfants, des jeunes, des femmes et des opprimés de la société;
- e) Sensibiliser les enfants et les femmes aux crimes sociaux tels que la maltraitance à l'égard des enfants, le travail des enfants et le viol, et sensibiliser et former de tels groupes à l'autodéfense;
- f) Créer et gérer des centres qui fournissent une éducation, une formation au travail indépendant, encouragent les arts et la culture et appuient les efforts de réadaptation des toxicomanes et de gestion des catastrophes;
- g) Publier des livres, cartes, journaux, magazines, périodiques et bulletins.

Changements à signaler

En 2009, l'organisation est devenue une organisation nationale. Pendant la période à l'examen, elle a maintenu des affiliations avec la Women's World Summit Foundation (partenaire de la coalition), Caretakers of Environment International (chapitre national/Inde), Réseau global Action jeunesse (membre), TakingITGlobal (membre), Société internationale pour la prévention de l'abus et de la négligence envers les enfants (membre), Institut international du développement durable (membre) et Bureau international de la paix (membre).

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les activités suivantes ont contribué aux travaux des Nations Unies et aidé à réaliser les programmes d'action en faveur du développement du Conseil économique et social et des Nations Unies en général :

Éducation environnementale. L'organisation a organisé des compétitions annuelles d'affiches sur l'environnement et la pollution, intitulées « Clean Delhi Green Delhi ».

Conférence des jeunes. L'Université de Lund (Suède), en association avec Caretakers of Environment International/Pays-Bas, dont l'UDISHA est un chapitre national, a organisé une conférence des jeunes en novembre 2009 avant la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de finaliser les recommandations devant être présentées à la Conférence. Trois jeunes participants ont préparé un document sur les changements climatiques du point de vue de l'Inde qui devait être présenté à la Conférence.

Semaine mondiale de la nature. L'organisation a organisé des manifestations annuelles, telles que des concours de peinture d'affiches et des débats dans les écoles, afin de célébrer la Semaine mondiale de la nature. Le Wildlife Trust de l'Inde, sous l'égide du Fonds mondial pour la nature a fourni des dossiers éducatifs sur le thème de l'année qui ont été distribués dans les écoles.

Campagne nationale de sensibilisation à l'environnement. L'organisation a participé aux campagnes nationales de sensibilisation à l'environnement organisées

en 2009 et 2010 par le Ministère de l'environnement et des forêts de l'Inde, sous l'égide du PNUE.

Journée mondiale pour la prévention de la maltraitance à l'égard des enfants. L'UDISHA a organisé des manifestations, telles que des compétitions de peinture d'affiches, des rassemblements, des sessions de conseils psychologiques, et une formation à l'autodéfense dans les écoles afin de sensibiliser les étudiants, les enseignants et les parents à la prévention de la maltraitance à l'égard. Au cours de la période à l'examen, UDISHA a travaillé en partenariat avec la Women's World Summit Foundation, qui est également dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil, pour célébrer le 19 novembre en tant que Journée mondiale pour la prévention de la maltraitance à l'égard des enfants.

Conférence mondiale commune sur le travail social et le développement social. À la Conférence, tenue à Hong Kong (Chine), le Président a présenté un document intitulé « Child Welfare by prevention of child abuse ». La Conférence a été organisée par le Conseil international de l'action sociale, organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil.

Participation aux réunions des Nations Unies

En raison des coûts prohibitifs des voyages et de l'hébergement, l'organisation n'a pas pu participer à davantage de manifestations.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation aurait participé à plus de manifestations si ce n'était pour les coûts prohibitifs des voyages et de l'hébergement.

11. Congrès mondial ukrainien

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les domaines d'activité du Congrès mondial ukrainien sont les services sociaux et l'éducation (publications et coordination des écoles spécialisées en langue ukrainienne dans quelque 20 pays). Il veille au respect des droits de l'homme pendant les élections en Ukraine et en ce qui concerne les minorités au Bélarus, en Fédération de Russie, en Pologne et en République slovaque. Ces activités complètent le mandat des Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a fonctionné avec pas moins de quatre représentants au bureau des Nations Unies à New York et un ou deux représentants au bureau de Vienne.

2008. Des représentants ont participé aux réunions suivantes : session d'examen du troisième cycle d'exécution, Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales, tenue en mai; une exposition et un programme commémoratif organisés les 24 et 25 novembre avec la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies pour honorer les victimes de la famine/du génocide ukrainiens de 1932-1933; une exposition d'art tenue en janvier et parrainée par la Mission permanente de l'Ukraine auprès des

Nations Unies commémorant l'Holocauste; la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme; la dix-huitième Conférence internationale sur la santé et l'environnement, organisée en avril par World Information Transfer; une conférence organisée en mai par la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'ONU, intitulée « The results and lessons of the Second World War and today »; un colloque, tenu à New York en novembre à l'Institut ukrainien et organisé par la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'ONU, rassemblant les représentants permanents de divers pays (Albanie, Pologne, République tchèque, Ukraine) à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin; un programme commémoratif rappelant les enfants de l'Holodomor, parrainé par la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'ONU.

2010. Des représentants ont participé à une conférence organisée en janvier par l'International Council of Russian Compatriots et la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'ONU; une conférence organisée en janvier par B'nai B'rith International et la Mission permanente de la République tchèque auprès de l'ONU sur le thème « Réponses interreligieuses face à l'Holocauste : 65 ans après la libération »; en mars, à une session sur les politiques sociales et le développement des médias; une conférence organisée par le Mejlis du peuple Tatar de Crimée à la neuvième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenue en avril; une conférence commémorative organisée en décembre par la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'ONU sur l'Holodomor et les autres famines artificiellement provoquées.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En janvier 2007, l'organisation a adressé un mémorandum au Gouvernement polonais, avec copie au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, concernant la violation des droits nationaux de la communauté ukrainienne en Pologne à la suite de la procédure d'expulsion par le Gouvernement communiste polonais en 1947. En juillet 2010, l'organisation a contacté le Département des affaires économiques et sociales pour réserver une salle à New York en décembre 2010 pour une conférence sur les droits de l'homme dans les républiques postsoviétiques et les pays satellites. Finalement, la demande a été refusée parce que les droits de l'homme ne relèvent pas du mandat du Conseil économique et social.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a entrepris des activités pour contribuer à la réalisation des objectifs en Argentine, au Brésil, au Canada, aux États-Unis d'Amérique, en Fédération de Russie, en Haïti, en Hongrie, en Italie, au Kazakhstan, en Pologne et en Ukraine en fournissant des aliments, des vêtements et des fournitures médicales ou en demandant aux Ukrainiens dans la diaspora de se joindre aux efforts de secours. En Ukraine, l'organisation s'est également efforcée d'éduquer les femmes pour qu'elles ne deviennent pas victimes de la traite des êtres humains.

Informations supplémentaires

Le 29 mai 2007, l'organisation a présenté son rapport quadriennal pour la période 2003-2006. Le Comité des organisations non gouvernementales a demandé des éclaircissements qui ont été fournis en temps voulu et de manière exhaustive. Le

4 juin 2008, l'organisation s'est présentée à une conférence d'examen pour répondre oralement. Aucune question n'a été posée. La délégation de la Fédération de Russie a demandé que le processus soit reporté afin de recevoir des instructions de Moscou. Par la suite, d'autres questions ont été posées (certaines offensives, telles que « Veuillez expliquer en détail quelle est la position de votre organisation en ce qui concerne la glorification des criminels de guerre nazi s») et ont reçu une réponse. Quatre ans plus tard, ce rapport quadriennal est encore à l'examen. Il est déconcertant qu'un État Membre puisse faire obstacle à une organisation non gouvernementale sans qu'elle ait de recours.

12. Fédération mondiale des femmes méthodistes et unies

Statut consultatif spécial accordé en 1983

Introduction

La Fédération mondiale des femmes méthodistes et unies est une sororité organisée en neuf régions géographiques et 82 unités dans 64 pays. Les responsables des régions et des unités coordonnent et partagent leurs programmes ainsi que les nouvelles et informations dans le monde entier. L'organisation est affiliée au Conseil œcuménique des Églises.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à être un groupe de soutien pour les femmes, leur croissance spirituelle et leurs activités en vue de promouvoir la justice, la paix et le développement. Elle facilite et encourage la formation à l'encadrement spécifiquement pour les femmes. Des programmes d'études sont élaborés annuellement selon une des neuf régions; pour la période à l'examen, ils ont été les suivants :

- a) 2007 : région de l'Asie de l'Ouest, égalité des sexes;
- b) 2008 : région du Pacifique Sud, santé maternelle;
- c) 2009 : région de l'Afrique de l'Ouest, pauvreté et faim;
- d) 2010 : Europe continentale, durabilité du point de vue de l'environnement.

Changements à signaler

Des amendements ont été apportés aux statuts, améliorant le libellé concernant les relations de l'organisation avec le Conseil économique et social. L'emplacement dans le monde de plusieurs de ses responsables récemment élus aidera également à améliorer ses relations avec les Nations Unies. La Présidente vient d'Australie; la Vice-Présidente, qui coordonne les travaux des représentantes de l'organisation, vit en Suisse (ce qui revitalisera la représentation de l'organisation aux Nations Unies à Genève), la trésorière vient de Nouvelle-Zélande et la Secrétaire du Panama. Sa capacité de travailler en espagnol comme en anglais aidera ses membres en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a accepté d'être représentée aux réunions des cinq commissions régionales, mais elle n'a pu assigner qu'une personne à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à Santiago. La représentante vit à Santiago et a assisté à deux conférences organisées par la Commission. Du 6 au 9 août 2007, elle a participé à la dixième conférence régionale sur les femmes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenue à Quito; du 13 au 16 juillet 2011, elle a assisté à la onzième conférence régionale sur les femmes à Brasilia. Pendant plusieurs années, l'organisation a eu un consultant sur les préoccupations et les droits des personnes âgées. Ce consultant, Directeur de Global Action on Aging, a instamment prié les membres d'encourager les Nations Unies à élaborer une convention pour protéger les droits des personnes âgées.

Participation aux réunions des Nations Unies

Depuis les 11 dernières années, l'organisation collabore avec la Commission de la condition de la femme. L'organisation est membre d'Ecumenical Women, coalition d'églises chrétiennes, d'organisations et d'autres organisations non gouvernementales.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a peu eu l'occasion de travailler en coopération avec des organismes des Nations Unies. Elle espère qu'avec ses délégations à Santiago, New York et Genève, elle pourra se rapprocher du personnel des organismes travaillant dans les trois villes.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement, le plan d'action de l'organisation met l'accent sur les contraintes physiques, intellectuelles et spirituelles qui empêchent et limitent le développement du potentiel humain. Des discussions ont été tenues au sein de huit groupes fin d'identifier les actions nécessaires pour chacun des huit objectifs. Chaque groupe a présenté, au comité chargé du plan d'action de l'organisation, les résultats de ses délibérations qui ont débouché sur la définition d'objectifs et d'actions. À la douzième Assemblée de l'organisation, tenue en Afrique du Sud en août 2011, il a été présenté des sketches illustrant les mesures concernant les objectifs qui avaient été mises en œuvre. Afin de continuer à réaliser les objectifs, l'organisation a adopté un plan d'action pour les cinq prochaines années (2011-2016).

13. Fédération mondiale des associations des Nations Unies

Statut consultatif général accordé en 1947

Introduction

La Fédération mondiale des associations des Nations Unies est une organisation mondiale à but non lucratif représentant et coordonnant plus de 100 associations des Nations Unies membres et leurs milliers de membres.

Buts et objectifs de l'organisation

La vision de l'organisation est une Organisation des Nations Unies qui est une force puissante s'agissant de faire face aux défis communs mondiaux et de tirer parti des possibilités offertes. Elle œuvre en faveur d'un monde meilleur en renforçant et en améliorant les Nations Unies grâce à l'engagement de personnes qui partagent un esprit mondial et appuient la coopération internationale, en d'autres termes, qui sont des citoyens mondiaux. L'organisation pense que la participation des peuples à tous les niveaux de la prise de décisions locales, nationales et mondiales est essentielle pour réaliser les objectifs des Nations Unies.

Elle accorde une grande importance à la performance et aux résultats, se fixe des normes élevées et se considère responsable d'y adhérer; elle écoute ses membres, partenaires et donateurs et en tire des enseignements. Elle apprécie les perspectives diverses et s'efforce de les incorporer dans ses travaux. Elle croit dans le pouvoir conféré par le savoir et sa capacité de mobiliser les êtres humains pour créer un monde meilleur.

L'organisation travaille en équipe avec ses partenaires. Elle partage les idées et s'efforce d'harmoniser ses efforts avec ceux qui se consacrent à la réalisation des objectifs des Nations Unies. Elle recherche des approches novatrices pour réaliser ses objectifs, tirant profit des moyens de communication créatifs pour ses activités de sensibilisation.

L'organisation est déterminée à changer les choses. Elle s'efforce de travailler en faveur de ce qui peut être et ne se contente pas de ce qui est.

Changements à signaler

Des élections ont eu lieu en août 2009 à l'Assemblée plénière de l'organisation pour élire de nouveaux dirigeants. Le Président et le Secrétaire général ont été parmi les personnes élues.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération mondiale des associations des Nations Unies mobilise plus de 110 organisations des Nations Unies dans le monde entier pour l'aider à réaliser sa mission. Pour y parvenir elle suit des stratégies liées aux trois piliers des Nations Unies : paix et sécurité, droits de l'homme et développement durable. Les stratégies comprennent l'éducation et la sensibilisation, l'élaboration de politiques et des activités de plaidoyer, ainsi que la coopération multilatérale et des projets de développement.

Pour réaliser ses objectifs, l'organisation utilise des communications stratégiques par l'intermédiaire de UN Connections – bulletin bimensuel informant les membres, les partenaires et autres des travaux des Nations Unies dans le monde entier –, son site Web et divers médias sociaux. De plus, l'organisation continue de mettre l'accent sur la création de nouvelles associations des Nations Unies. Toutes les associations des Nations Unies partagent la mission de l'organisation visant à appuyer les travaux des Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période à l'examen, l'organisation a participé à la Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales et à d'autres réunions des Nations Unies, notamment aux sessions de 2008 et 2010 de la Commission du développement durable; aux sessions de 2007, 2008 et 2010 de la Commission du développement social; aux sessions de 2007, 2009 et 2010 de la Commission de la condition de la femme; et aux Sommets des dirigeants sur le Pacte mondial, en 2007, 2009 et 2010.

Coopération avec les organes des Nations Unies

La formulation des politiques de l'organisation repose sur les trois piliers des Nations Unies : paix et sécurité; développement; et droits de l'homme. L'organisation et ses partenaires travaillent en collaboration avec les réseaux compétents de la société civile, des département du Secrétariat des Nations Unies (Département de l'information et Département des affaires économiques et sociales) et des organisations et organes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

La Conférence Asie/Pacifique « L'ONU mise en scène » de l'organisation, tenue en 2008, était intitulée « Achieving the Millennium Development Goals by 2015 : reducing global poverty and improving living standards through a more proactive approach » (Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 : réduire la pauvreté mondiale et améliorer les niveaux de vie grâce à une approche plus résolue).

Le sommet mondial de la jeunesse pour les objectifs du Millénaire pour le développement a été tenu en 2008, à Mumbai (Inde), au cours duquel deux courts métrages réalisés par des étudiants et portant sur chacun des huit objectifs ont été projetés.

L'organisation a élaboré un programme d'impact sur les jeunes, à l'intention de l'Afrique, qui vise à faire connaître les objectifs du Millénaire pour le développement aux jeunes en organisant des conférences « L'ONU mise en scène » et pour donner aux jeunes la possibilité de réaliser des projets dans les collectivités locales. L'organisation et l'Institut Nord-Sud ont réalisé une recherche sur la société civile mondiale et les objectifs du Millénaire pour le développement et ont publié des rapports annuels en anglais, espagnol et français en 2007.

14. World Organization of Building Officials

Statut consultatif accordé en 1987

Introduction

La World Organization of Building Officials s'est efforcée de différentes manières d'appuyer les buts et objectifs énoncés dans sa déclaration d'intention, son

règlement et son mandat, ainsi que, parallèlement, les grands objectifs de l'Organisation des Nations Unies. Des programmes, réunions et manifestations connexes ont été mis sur pied pour faciliter l'échange d'idées et de notions se rapportant à différents aspects de l'environnement construit.

Les domaines d'activité de l'organisation coïncident avec ceux du Conseil économique et social mais aussi avec ceux de nombreux organismes des Nations Unies, tels l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) parmi d'autres.

Buts et objectifs de l'organisation

Elle a pour buts et objectifs :

- a) De préconiser la prévention des risques potentiels et recommander des moyens d'empêcher les incendies dans des bâtiments existants ainsi que dans ceux en construction;
- b) De promouvoir l'idée d'une normalisation des matériaux, équipements et appareils de construction;
- c) De promouvoir l'unification de la législation se rapportant à la gestion des codes et des normes;
- d) De collaborer avec des organisations internationales, les pouvoirs publics et les établissements d'enseignement à la promotion de programmes de formation des responsables de l'industrie du bâtiment;
- e) D'encourager la création d'organisations nationales de responsables de l'industrie du bâtiment et de comités consultatifs nationaux;
- f) De promouvoir l'organisation de conférences, séminaires et congrès aux niveaux national et international en vue de faciliter la réalisation des objectifs de l'organisation;
- g) De promouvoir la communication et l'échange d'informations au niveau international au moyen du site Web et de la page LinkedIn.

Changements à signaler

À la suite de discussions lors de sa réunion tenue au Caire en 2009, l'organisation a conclu un accord informel avec l'Association of Building Officials de Washington – organisation située aux États-Unis. L'accord est limité à une participation réciproque des membres, au partage des bulletins d'information et à l'entretien d'idées pour de futures manifestations. En mars 2009, l'organisation a levé le voile sur son nouveau site Web dont le contenu et l'organisation ont été actualisés.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué de la manière suivante :

- a) En septembre 2007, l'organisation a adressé une lettre d'appui et une contribution en nature pour faire connaître la conférence de l'Association of Building Officials des Philippines, tenue à Manille;

b) En mai 2008, l'organisation a répondu à un membre en Nouvelle-Zélande concernant une question relative à la réglementation, qualification et certification d'individus qui administrent et assurent le respect des codes de construction et de sécurité des bâtiments;

c) En août 2008, les gouverneurs de l'organisation ont siégé à un comité de planification pendant une conférence technique de deux jours sur la construction d'un monde meilleur, tenue au Caire;

d) En novembre 2008, le Président fondateur de l'organisation, Omkar Channan, a représenté l'organisation au Forum urbain mondial, tenu en Chine.

Participation aux réunions des Nations Unies

Du 16 au 20 avril 2007, deux gouverneurs de l'organisation ont représenté l'organisation à une manifestation d'ONU-Habitat pour discuter de l'importance de la sécurité des bâtiments.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En 2008, l'organisation a offert un appui technique et des contributions en nature à un membre travaillant sur un projet concernant les codes de construction au Timor-Leste.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Néant.

15. Yayasan Cinta Anak Bangsa

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

Créée en Indonésie en 1999 en tant qu'organisation à but non lucratif, elle est devenue une entreprise sociale. En 2010, elle s'est établie dans le monde par l'intermédiaire de Yayasan Cinta Anak Bangsa International, qui exerce ses activités à New York conformément à la section 501 c) 3) du Code des impôts américain. L'organisation a pour vision de faciliter l'indépendance grâce à des programmes de développement global à l'intention des jeunes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'efforce d'améliorer l'indice de développement humain (indicateur du développement du PNUD) de l'Indonésie par l'intermédiaire de trois programmes portant sur les trois piliers du développement humain : promotion d'un style de vie sain, prévention de l'abus des drogues et du VIH/sida et aide à former des générations futures saines et solides; éducation des enfants sous-privilegiés et des décrocheurs scolaires; création de bien-être.

Changements à signaler

À l'origine, la principale activité de l'organisation était l'organisation de campagnes contre les drogues ciblant les jeunes. Au cours des années, l'organisation

a évolué pour se concentrer sur le développement des jeunes. Les campagnes contre les drogues sont maintenant un des trois piliers de l'organisation. Les deux autres sont l'éducation par l'intermédiaire de sa maison de l'apprentissage pour les enfants sous-privilégiés et l'octroi de microcrédits aux femmes.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Après avoir été dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en 2007, l'organisation a pu représenter les organisations non gouvernementales indonésiennes à l'échelle internationale. Elle a assisté à une réunion de planification régionale préliminaire en marge de la session de 2007 de la Commission des stupéfiants et, en 2008, elle est devenue l'organisation régionale chef de file pour la région de l'Asie de l'Est, du Sud-Est et du Pacifique au Forum des ONG « Beyond 2008 » (Au-delà de 2008); elle avait pour rôle et responsabilité de mettre au point, de gérer et d'accueillir les consultations régionales « Beyond 2008 ». Au cours de la session de 2008 de la Commission, elle a fait un exposé au Forum sur la situation en matière de drogue dans chaque région. Elle a joué un rôle de liaison entre les responsables des consultations régionales et le Comité de Vienne d'organisations non gouvernementales. L'organisation a également eu le privilège de représenter la société civile indonésienne et de participer à la réunion du Groupe d'experts intergouvernementaux à composition non limitée sur la réduction de la demande de drogues, tenue à Vienne.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2008, l'Administrateur de l'organisation a assisté à la quarante-sixième session de la Commission du développement social, tenue à New York; en 2009, au débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission des stupéfiants, en qualité de membre de la délégation indonésienne; et en 2010, à la cinquante-troisième session de la Commission des stupéfiants, en qualité de membre de la délégation indonésienne.

L'Administrateur adjoint a exercé la fonction de coordonnateur régional pour la région de l'Asie de l'Est, du Sud-Est et du Pacifique et a présenté au Forum « Beyond 2008 » les principales conclusions tirées de l'examen de 1998-2008 de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le Chef du Département de la recherche de l'organisation a participé à une conférence sur le thème « Drug addiction prevention and treatment: from research to practice » (Prévention et traitement de la toxicomanie : de la recherche à la pratique), tenue à Vienne, du 16 au 18 décembre 2008.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Depuis 2008, l'organisation a participé à la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies. En 2008, elle a collaboré avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique pour lancer le programme « Life Award » qui décerne un prix pour les meilleurs articles axés sur la prévention de la toxicomanie publiés par des journalistes.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation appuie les objectifs 6 et 8 par l'intermédiaire de ses activités d'éducation en matière de prévention du VIH/sida, ciblant les jeunes gens entre 10 et 24 ans. Elle appuie les objectifs 1, 2 et 3 par la promotion de l'atténuation de la pauvreté en fournissant des emplois et une assistance économique aux femmes et aux décrocheurs scolaires pour qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi.
